

Déclarations conjointes du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères E. Vénizélos et du Premier ministre du Kosovo, Hashim Thaçi (Pristina, 19.02.2014)

jeudi, 20 février 2014

Hashim Thaçi : J'aimerais remercier le vice-Premier ministre du gouvernement grec, non seulement en tant que représentant de la Grèce mais aussi en tant que représentant de l'UE, ainsi que l'Etat et le peuple grecs pour le soutien sans faille offert au Kosovo pendant toute la durée de notre transition démocratique.

Dans le cadre de ce parcours euro-atlantique, je tiens à remercier le peuple grec pour son œuvre accomplie au Kosovo, avec l'assistance des experts grecs qui participent à EULEX, l'OSCE et autres mécanismes internationaux.

J'ai informé le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères des progrès accomplis au Kosovo, des réformes démocratiques mises en œuvre dans le domaine de la politique, de l'économie et de la législation. En ce qui concerne notre programme européen, le processus d'abolition des visas et le processus de stabilisation et d'association, j'ai exprimé notre gratitude pour le soutien de la Grèce en l'espèce et le dialogue engagé visant à la normalisation des relations entre l'Etat du Kosovo et la Serbie. Je l'ai également informé de l'accord du 19 avril, des pas en avant que nous avons accomplis en vue de l'application de cet accord ainsi que de l'accord de principes que nous avons atteint en vue du rétablissement des fonctions vitales dans le domaine de la justice au nord du Kosovo. J'espère que ce processus se poursuivra à l'avenir.

Bientôt un bureau de liaison du Kosovo opérera à Athènes. Notre objectif est d'instaurer une meilleure communication, plus productive, mais aussi d'attirer plus d'investisseurs grecs au Kosovo. Les investisseurs grecs ont eu beaucoup de succès ici et, par conséquent, nous devons approfondir la coopération entre la Grèce et le Kosovo.

Encore une fois, je vous remercie, honorable vice-Premier ministre de la Grèce.

Evangelos Vénizélos : je vous remercie beaucoup pour vos propos aimables concernant nos relations bilatérales. Je suis ici en ma double qualité, en tant que vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères mais aussi en ma qualité provisoire de président du Conseil de l'UE.

Au niveau bilatéral, cette rencontre constitue une occasion unique pour les deux parties, de renouveler et de renforcer notre relation et d'avancer vers un objectif commun, l'objectif européen et, permettez-moi de le dire, la perspective euro-atlantique, non seulement du Kosovo, mais de la région tout entière des Balkans occidentaux. Notre continent commun, notre lieu de référence historique commun.

La présence économique et financière grecque au Kosovo est très marquée et notre volonté politique est de renforcer les entreprises grecques pour qu'elles participent activement à la vie économique du Kosovo.

La reconstruction économique, ici au Kosovo, est très importante pour la prospérité de notre peuple, mais aussi pour la prospérité et la perspective européenne de ce lieu commun.

Je vous remercie également d'avoir mentionné la participation grecque à la KFOR, non seulement ici au Kosovo, « in situ », mais aussi à Thessalonique, puisque le soutien administratif et logistique est toujours très important, ainsi que la participation grecque par le biais des experts de la mission EULEX.

Au niveau de ma mission européenne, en tant que représentant du Conseil, permettez-moi de dire que c'est une grande occasion pour moi – toujours dans le cadre des conclusions du Conseil de décembre dernier – de souligner que nous soutenons des relations plus solides entre l'UE et le Kosovo.

Le Kosovo a une perspective clairement européenne, en ligne avec la perspective de la région tout entière des Balkans occidentaux. Le renforcement des relations entre l'UE et le Kosovo et la promotion du développement social et économique du Kosovo sont importantes pour la région élargie des Balkans occidentaux.

Le parachèvement de l'accord d'association et de stabilisation entre le Kosovo et l'UE, qui espérons-nous sera appliqué cette année, constituera un point de référence pour l'intégration européenne aussi bien du Kosovo, que de la région tout entière. Et notre message clair est que les réformes, les relations de bon voisinage et le renforcement de l'Etat de droit assurent la promotion de la stabilité et de la croissance économique de la région et ouvrent la voie vers l'Europe.

Par conséquent, mon message est : « Restez sur la bonne voie, continuez d'œuvrer en faveur de votre avenir européen et euro-atlantique et nous serons à vos côtés ».

Journaliste : J'ai seulement une question. À partir du moment où le gouvernement du Kosovo ouvrira très bientôt un bureau de liaison en Grèce, est-ce que cela signifie que la Grèce reconnaîtra le Kosovo en tant qu'Etat indépendant ? Et pensez-vous que votre décision pourrait avoir un résultat positif sur Chypre, que celle-ci change sa position vis-à-vis du Kosovo ?

Evangelos Vénizélos : Permettez-moi de vous donner une réponse qui soit plus dynamique, complète et constructive. Pour nous, l'objectif historique principal est l'intégration européenne du Kosovo, non seulement européenne, mais aussi euro-atlantique. C'est un projet très important et très prometteur et pendant la période de transition, nous avons le temps nécessaire pour traiter toutes ces questions.

Journaliste : [...] Cela signifie que le Kosovo peut adhérer à l'UE sans la reconnaissance officielle de votre pays et des quatre autres Etats membres de l'UE ?

Evangelos Vénizélos : Conformément aux critères de Copenhague, l'adhésion d'un nouveau pays en tant que membre de l'UE est une sorte d'acceptation de l'acquis européen et dans le cadre de l'acquis européen, nous avons la possibilité de résoudre tous les problèmes.

Journaliste : Pourriez-vous être plus précis dans vos réponses concernant la reconnaissance – reconnaissance probable – de l'indépendance du Kosovo ? Y a-t-il un processus en cours dans ce sens ?

Evangelos Vénizélos : Je peux très bien comprendre l'inquiétude concernant la reconnaissance, mais je suis prêt à vous donner une réponse plus dynamique et attrayante. Je vous prie de bien vouloir tenir compte de mes réponses et de les poser dans une perspective historique.

Permettez-moi de souligner que le 21 janvier à Bruxelles, j'ai eu l'occasion historique de présider lors de la première conférence intergouvernementale sur l'ouverture des négociations entre l'UE et la Serbie. Et lors de cette rencontre officielle et après la conférence de presse, j'ai eu l'occasion de souligner que cela constituait une occasion exceptionnelle non seulement pour la Serbie, mais aussi pour le Kosovo et c'est pour moi une occasion exceptionnelle de souligner ici, maintenant, à Pristina que ce dialogue, le dialogue entre Belgrade et Pristina est un événement historique. Et j'admire le courage et la détermination des dirigeants du Kosovo et bien entendu de la Serbie car ce genre de dialogue est très important non seulement pour cette région, mais aussi pour la situation mondiale.